



À LA UNE

## TRANSPORT SANITAIRE

# Les taxis en PLS

## ET AUSSI

IVG DANS LA CONSTITUTION : AU-DELÀ DU SYMBOLE

THÉÂTRE : LES JEUNES S'ENGAGENT SUR SCÈNE

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE À LA PORTÉE DE TOUS-TES

« Bien plus que de simples transporteurs, les chauffeurs conventionnés sont souvent le seul lien social pour les malades. »

La ronde des taxis et des ambulances à l'Institut Bergonié à Bordeaux.

**Semaine chargée pour les taxis. Les artisan-es spécialisé-es dans le transport des malades dénoncent la nouvelle convention avec l'Assurance maladie. Ils et elles craignent une dégradation des conditions de transport des patient-es et une perte de salaire. À l'Institut Bergonié de Bordeaux, les chauffeur-ses expriment leurs inquiétudes.**

« On a beaucoup de mal à s'en sortir et la CPAM (Caisse primaire d'assurance maladie, ndlr) ne nous aide pas ». Alex Fatana, artisan taxi depuis 25 ans est resté jusqu'à 22 h lundi soir, à l'aéroport de Mérignac, pour manifester. Lui et Pascal, son collègue et ami, attendent leur patientèle et leur clientèle à la sortie de l'Institut médical Bergonié, à Bordeaux. Tous les deux s'opposent, comme une majorité d'artisans taxis, à la nouvelle convention avec la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) qui fixe les tarifs du transport sanitaire, jugés « insuffisants » par le syndicat national des taxis. Pour nos deux chauffeurs, l'enjeu est énorme : plus de 95 % du

salaire d'Alex et Pascal proviennent du transport médical. En Gironde, le transport de patient-es représente la moitié de l'activité en milieu urbain. Avec la nouvelle grille de tarifs imposée, « notre salaire baisse alors que l'inflation augmente » dénonce Alex. Mais pour la CPAM, les nouvelles modalités de calcul sont avantageuses : en effet, lorsqu'un taxi transporte un-e patient-e vers son domicile ou son lieu de soin, c'est la CPAM qui paie le trajet. Ainsi, à partir de cette année, la CPAM a allongé le pourcentage d'abattement d'environ 20 %, qui a doublé depuis dix ans. Concrètement, pour un trajet qui coûte 100 €, la CPAM ne paie plus au taxi que 80 €. À l'arrivée, la CPAM devrait économiser 100 millions d'euros sur son budget avec cette mesure. « Cela ne représente que 5 % du budget de la Sécurité sociale » explique Rémi Girot, à l'initiative de la grève de lundi à Bordeaux. Avec un budget de la Sécurité sociale qui s'élève à 640 milliards d'euros, l'économie portée par les artisan-es taxis lui semble minime.

grette Pascal. À Bergonié, les patient-es sont pour la plupart atteint-es de cancers, des pathologies lourdes. Au dépose-minutes de l'Institut, Lesli Teyssier attend son taxi : « J'ai toujours le même chauffeur et je trouve ça super, il a le même âge que moi en plus ». La jeune femme se rend en taxi à Bergonié du lundi au vendredi depuis deux semaines. « Avec un cancer, on se sent parfois seul. Il me conduit tous les jours, il est important pour moi ». Même si Lesli comprend les raisons qui poussent la CPAM à instaurer le co-voiturage, elle explique : « Au début de ma chimio avec les nausées, ça n'aurait pas été possible de prendre le taxi avec plusieurs personnes ».

### Le problème des plateformes

La majorité des taxis dénoncent également la mise en place de plateformes spécialisées pour se rendre à l'hôpital : les patient-es ne pourront plus choisir leur transporteur-se. Il leur sera attribué aléatoirement. « J'aime être au contact des patients, avec le temps on finit par créer du lien. Bien plus que de simples transporteurs, les chauffeurs conventionnés sont souvent le seul lien social pour les malades. » Avec cette nouvelle convention si un-e client-e refuse le transport partagé, « il devra payer les autres places non occupées de sa poche » affirme Alex. « Il faut nous battre pour nos patients ».

Clémence Bailliard



Pascal Aubertin et Alex Fatana attendent leurs client-es qui sortent de l'Institut Bergonié à Bordeaux.



Lesli Teyssier attend son taxi qui l'amène tous les jours se faire soigner à Bordeaux.

« On ne veut pas faire du ramassage scolaire »

Mais il y a aussi la question de la qualité du service. Depuis l'adoption de la convention, les chauffeur-ses de taxi ont en effet l'obligation de transporter plusieurs patient-es en même temps. « Les conditions de transports vont se dégrader. Ça va devenir du ramassage scolaire, déshumanisé » re-

## « La relève n'est pas venue »

Les taxis devaient entamer leur deuxième jour de manifestation, hier à Bordeaux. Faute de participant-es et face à la présence des CRS venu-es les déloger de l'aéroport de Mérignac, l'opération a été annulée.

Pas de deuxième jour de manifestation pour les taxis à Bordeaux. La dizaine d'irréductibles rassemblés à l'aéroport de Mérignac jusqu'à 7 heures hier, ont finalement renoncé à poursuivre le mouvement. Quatorze cars de CRS menaçaient de les déloger. « Il faut savoir s'arrêter en temps et en heure afin de pouvoir mobiliser par la suite », analyse Rémi Girot, chauffeur de taxis à l'origine de la protestation bordelaise.

### Des chauffeur-ses déçu-es

À Paris, le mouvement a pris fin au même moment, sous la menace des forces de l'ordre. Ailleurs en France, à Rennes et Toulouse, les taxis ont pu poursuivre leur opération. Au niveau national, la FNAT et le FNAT, deux des quatre syndicats représentant la profession, sont à l'initiative du mouvement. En Gironde, les chauffeur-ses se sont mobilisés en dehors du cadre syndical, sous l'impulsion de Rémi Girot.

Damien Bretin était présent toute la nuit à l'aéroport : « Il fallait du monde, mais il n'y a eu personne. On a pas vu arriver les collègues, c'est ça qui nous a découragé. » Le chauffeur bordelais ne cache pas sa déception : « Dans l'immédiat, je n'ai pas envie d'y retourner, car je suis dépité de voir que la relève n'est pas venue. Une telle journée me coûte entre 300 et 700 euros de chiffre d'affaires. » Melinda, qui n'a pas souhaité donner son nom, est chauffeuse de taxi en Charente. Elle devait rejoindre la manifestation ce mardi. Plus de 80 % de son activité dépend du transport de patients. « Mon conjoint et moi travaillons ensemble. On s'était organisés pour faire chacun un jour de mobilisation. Là, je suis clairement déçue de la participation de la part de mes collègues », déplore-t-elle. Quelques 220 taxis étaient mobilisés lundi toute la journée. Les taxis bordelais ont bloqué les abords du stade Matmut Atlantique le matin avant de

converger vers le centre-ville et de rejoindre l'aéroport dans la soirée.

### Des revendications locales

Sur la métropole, la création de nouvelles licences de taxis agacent les professionnel-les qui se jugent déjà trop nombreux-ses. La suppression de stations de taxis au profit de parking deux-roues s'ajoute à la liste des revendications. Le syndicat des taxis de Bordeaux était reçu hier à la mairie. « Au niveau local c'était notre priorité », commente Alexandrine Chamouleau, membre du syndicat. Rémi Girot souhaite poursuivre le mouvement : « Il faut se réinventer sur la durée, arrêter de faire des grèves perlées et cibler des points stratégiques. » Comme beaucoup, il a en tête le mouvement des agriculteur-ices, qui a permis de débloquer des aides historiques pour le secteur.

Damian Cornette

## TAXI

### 414 taxis à Bordeaux

La France compte 61 500 taxis dont 6 500 en Nouvelle-Aquitaine

Sources : Syndicat autonome des artisans taxis de Gironde (Saag) Rapport Observatoire national des transports publics particuliers de personnes (2021)

230 000 €

C'est le prix moyen d'une licence à Bordeaux

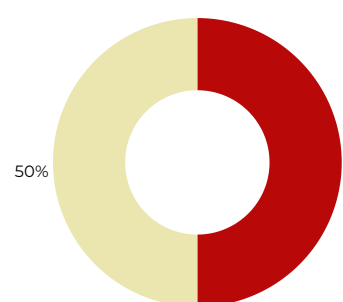
Les licences sont vendues de manière informelle entre taxis

Le prix dépend de l'offre et de la demande

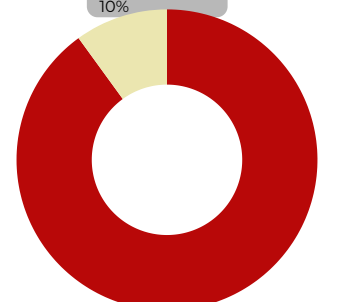
Sources concordantes : artisans taxis

### LE TRANSPORT DE PATIENT-ES EN GIRONDE

en milieu urbain



en milieu rural



Transport de patient-es

Autre

Sources concordantes : artisans taxis